

**DOCUMENTI  
IAI**

**LE ROLE DES INSTITUTIONS ACADEMIQUES  
DANS LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION  
EN MATIERE DE SECURITE AUTOUR DE LA  
MEDITERRANEE**

*par Jean François Daguzan*

Séminaire sur « Setting up a nucleus of Nato Mediterranean Dialogue Academic Institutions », Istituto  
Affari Internazionali  
*Rome, 7 Juillet 2001*

IAI0105

**ISTITUTO AFFARI INTERNAZIONALI**

# LE ROLE DES INSTITUTIONS ACADEMIQUES DANS LE RENFORCEMENT DE LA COOPERATION EN MATIERE DE SECURITE AUTOUR DE LA MEDITERRANEE

par Jean François Daguzan

Le Partenariat euroméditerranéen à partir de la conférence de Barcelone a institutionnalisé le dialogue académique entre les instituts de recherche de politique étrangère et de sécurité. Cette pratique est originale. Elle a été à plusieurs reprises également critiquée mais elle s'est imposée comme une des mesures majeurs de partenariat dans le pilier de la coopération politique et de sécurité. Un tel système, même sous une forme plus souple, doit-il être généralisé ?

Le débat sur l'utilité des relations académiques en matière de sécurité et le dialogue entre universitaires et chercheurs a toujours fait l'objet d'une certaine forme de mépris chez les diplomates professionnelles ou les responsables politiques et militaires de la plupart des pays. J'ai le souvenir personnel d'un haut fonctionnaire du ministère israélien de la défense me disant au sujet des discussions informelles (Tracks 2) qui ont suivi les accords de Madrid puis les accords d'Oslo et les ACRS : « On a beaucoup voyagé mais on a peu avancé ! » « *We travelled a lot but we made few progresses !* »

Pourtant, il semble que le débat d'idées en matière de politique étrangère et de sécurité a souvent été initialement le fait des groupes de réflexion non officiels qui étaient capables de se saisir d'un problème quand celui-ci était bloqué ou qui maintenait un lien entre des entités en crise quand la situation politique interdisait ou empêchait le dialogue officiel.

En réalité les centres de recherche académiques jouent un rôle considérable en matière de contribution aux politiques de sécurité et en matière de mesures de confiance.

Plusieurs actions méritent d'être cités :

## **Typologie des actions potentielles des groupes académiques**

### ➤ Fournisseur d'idées

C'est l'idée même de *Think tank*. En principe libre de toute contrainte administrative ou politique, les centres de recherche indépendants peuvent mener des réflexions plus libres que les cercles officiels n'en produisent. Ils peuvent être anti-conformistes, voire impertinents à l'égard de leurs propres autorités. Ce qui paraît aberrant ou inadmissible aujourd'hui peut se révéler possible et même nécessaire quand les conditions politiques d'une situation donnée ont changé. Les accords d'Oslo en ont été la plus parfaite illustration.

### ➤ Accompagnateur d'un processus de négociation

Comme les accords d'Oslo l'ont montré, les centres académiques peuvent jouer un rôle important dans le dialogue informel entre entités belligérantes. Bon nombre d'acteurs

du processus de paix israélo-palestinien ont pu se rencontrer et mieux se connaître à l'occasion de colloques ou séminaires informels organisé par les *Think tanks* et universités bien avant Oslo. Durant la guerre froide et notamment après Helsinki, les rencontres informelles ont participé à la prise de conscience, d'une part de l'aliénation d'un bloc, et de l'autre de la puissance du discours démocratique. Une institution comme Wilton Park en Angleterre a été créée après la deuxième guerre mondiale pour favoriser la circulation des idées démocratiques chez les prisonniers allemands en Grande Bretagne. Le succès de ce système en fit un lieu privilégié d'analyse et de débat informel en politique étrangère et de sécurité. Les rencontres de Wilton Park permettent désormais de préparer le terrain à certaines conférences internationales ou à en démultiplier les effets (processus d'explication).

➤ Contribution aux mesures de confiance

Dans les différents processus visant à réduire les tensions et à établir des conditions de sécurité et de paix durables, les centres académiques jouent un rôle inappréciable de contact. Cela a été le cas dans les ACRS (track 2) cela a été le cas dans le cadre Helsinki. Aujourd'hui un organisme comme le George C. Marshall European Center for Security Studies de Garmish-Partenkirchen joue un rôle considérable dans le lien et la formation des personnels de défense et du monde académique des pays membres du Partenariat pour la paix (de l'Europe centrale et orientale à l'Asie centrale). Un Consortium de 110 institut de recherche de défense a été créé dont la dernière réunion s'est tenue à Moscou fin juin. L'objectif est aussi l'échange d'information et le débat par le web et par des publications conjointes.

➤ Maintien du dialogue en cas de crise

Le rôle important des centres académiques doit pouvoir être apprécié en cas de crise. Si les canaux officiels se ferment dans l'hypothèse d'une crise grave ou d'une subite montée de la violence entre certains Etats, les centres de recherche autonomes peuvent maintenir un lien précieux entre les acteurs. C'est le cas dans la crise israélo-palestinienne, cela l'a été aussi à l'époque de la guerre du Sahara occidental, ou dans le cadre des contentieux gréco-turcs plus ou moins chauds selon les périodes.

➤ Préparation de l'avenir

Pris par le quotidien les services d'analyses des ministères des affaires et de la défense ont souvent du mal à faire une véritable prospective. Les instituts de recherche et, notamment, les réseaux de recherche représentent une capacité de prospective et d'innovation sans commune mesure avec les systèmes traditionnels. La rapidité dans l'échange des informations et l'organisation d'un débat est aussi un élément essentiel parmi les qualités des centres des acteurs académiques.

➤ Information et alerte, (*Early warning information*)

Enfin, les centres académiques peuvent jouer un rôle considérable dans l'animation du débat public en matière de sécurité. Ils peuvent alerter les opinions publiques sur des crises ou conflits en devenir. Ils favorisent, chez eux, une meilleure compréhension des perceptions des autres acteurs stratégiques. Ils permettent de désarmer les fausses perceptions. Des articles publiés en commun dans les journaux peuvent avoir une influence réelle sur le cours de certains événements. De la même façon, la publicité faite autour des table-rondes, conférences ou séminaires organisés dans un lieu donné

permettent d'éveiller la conscience des décideurs ou de la presse elle-même sur certains sujets cruciaux. Le *Conflict prevention network* (CPN) piloté par la SWP sur financement de l'UE, qui n'a pas encore pris sa vitesse de croisière, est un exemple d'un organisme méthodologique et d'alerte en matière de prévention des conflits dont les processus de travail méritent néanmoins d'être étudiés.<sup>1</sup>

### **Le cas d'école méditerranéen**

Il ne s'agit pas de faire preuve de vanité que de citer l'action des *think tanks* et universités dans la mise en place de la coopération euroméditerranéenne. Beaucoup d'idées et de concepts qui fondent la déclaration et le processus de Barcelone ont été promus et discutés dans les forums, rencontres, séminaires et conférences qui ont commencé à se réunir au début des années 1980.

A cet égard, il s'agit de rappeler ici, sans flatterie, le rôle joué par l'OTAN dans le développement du dialogue académique méditerranéen. Le soutien financier de la direction de l'information et celui-ci, scientifique également, considérable des affaires scientifiques, et je tiens à rappeler ici la mémoire de Pierre Durand, ancien directeur des affaires scientifiques, trop tôt disparu qui fut l'initiateur et le moteur des rencontres méditerranéennes de cette époque. Certains « survivants » sont encore ici autour de cette table.

Bien sûr, ces séminaires s'inscrivaient dans une dimension stratégique particulière lié à l'affrontement bipolaire et à des dossiers centraux, comme l'entrée de l'Espagne dans l'Otan. Mais, en dépit des contraintes de la bipolarisation, ces rencontres permirent de créer des liens entre les instituts européens et atlantiques, mais surtout avec des chercheurs des pays de la rive sud, dont la première génération de spécialistes de questions de sécurité commença à émerger. L'UEO, sous l'impulsion du Secrétaire Général Alfred Cahen, participa largement à ce mouvement. La Méditerranée occidentale fut d'abord l'enjeu principal des analyses, pour ensuite s'étendre à l'ensemble du bassin. Il faut citer également l'action de Jacques Hutzinger chef de la mission Méditerranée que lui avait confié le Président Mitterrand et qui eut une influence notable sur le processus 5+5.

A la fin de la guerre froide et après la guerre du Golfe, une nouvelle conscience de l'urgence en Méditerranée apparut à la Communauté européenne. La peur du « découplage » nord-sud et les inquiétudes liés à la dégradation de la situation économique des pays méditerranéens du sud et de l'est obligèrent la Communauté européenne devenue UE à s'investir dans la sécurité et le développement en Méditerranée. On peut donc dire que d'une certaine manière, à partir du début des années 1990, l'UE à repris le flambeau de l'OTAN pour conduire la réflexion sur l'espace méditerranéen. Les contacts formels et informels vont se multiplier et, à bien des égards, les *Think tanks* vont largement soit anticiper les éléments de structuration en cours, soit en dégager les lignes de force. On pense bien sûr à la conférence fondatrice de Mescos ici même à Rome en février 1994, qui deviendra Euromesco, les séminaires

---

<sup>1</sup> See *Peace Building and Conflict Prevention in Developing Countries : a Practical Guide*, Draft Document, CPN Guidebook, June 2000, Brussels/Ebenhausen.

de Gredos en Espagne qui participèrent à la structuration des réseaux des économistes ; en France l'action de la FMES, etc. Au Proche-Orient, dans la suite des accords de Madrid, des centres comme Al Ahram Center, pour l'Égypte ou le Jaffee Center (JCSS) jouèrent un rôle déterminant dans la négociation informelle et la diplomatie de séminaire. Les séminaires de Halki organisés par Eliamep depuis une dizaine d'années contribuent au débat pour l'Europe du Sud-Est, le Caucase et la Méditerranée. On citera aussi l'initiative de formation Strademed. Aux États-Unis, il faut bien évidemment rappeler le travail de fond considérable fait par la Rand Corporation et des hommes comme Ian Lesser et Steve Larrabee, mais aussi par le CSIC de la NDU et d'autres.

L'apogée de cette époque riche en réflexion fut la conférence de Barcelone des 25-26 novembre 1995. qui vit la reconnaissance puis l'institutionnalisation du groupe Euromesco.

Quel peut-être aujourd'hui, alors que la sécurité en Méditerranée et les processus de coopération sont perturbés par la reprise de la violence entre Israélien et palestinien, l'apport, la valeur ajoutée d'un réseau de centres académiques dans le cadre du dialogue méditerranéen de l'Otan ?

### **Conclusion : quel rôle pour la recherche académique dans le cadre du dialogue méditerranéen de l'Otan ?**

Ce qui surprend quand on essaie d'appréhender l'activité informelle des institutions académiques en Méditerranée, on est surpris de l'incroyable foisonnement généré après Barcelone. D'une certaine façon, on serait passé du vide au trop plein. Les pionniers ici présent se rappellent de la difficulté qu'il y avait, il y a dix ans, d'intéresser les pouvoirs publics ou la Commission ou des Fondations à la sécurité en Méditerranée. Ce n'était pas un sujet.

Désormais, l'institutionnalisation d'Euromesco démontre le chemin parcouru. La question qui se pose en réalité maintenant est que faut-il faire ? Autrement dit, un nouveau réseau ou un réseau parallèle DMO est-il utile par rapport aux réseaux existants ?

A mon sens je répondrai par l'affirmative car tout est question de positionnement. Premièrement, lancer un débat atlantico-méditerranéen sur le sens de l'Otan et les motivations de ses actions apparaît une nécessité. Les affaires de Bosnie et du Kosovo ont créé la perception au sud d'une organisation agressive qui s'autosaisit pour sanctionner militairement un coupable par lui désigné.

Ensuite, travailler sur des sujets communs comme par exemple, la prolifération. Là où les alliés voient un risque et des intentions obscures de certains pays, les analystes du sud y voient des restrictions technologiques des freins à la compétitivité imposés par le nord. Le terrorisme est aussi un sujet d'intérêt commun.

Un dialogue doit également s'installer sur l'action réciproque et les objectifs des différentes organisations agissant sur la coopération en Méditerranée. Il est extrêmement difficile pour un non-spécialiste d'identifier ce qui distingue le partenariat

euro-méditerranéen de l'UE du dialogue de l'Otan. L'UEO en son temps a apporté sa pierre à la complexité de l'édifice et troublé les perceptions avec le lancement psychologiquement et politiquement raté d'Eurofor/Euromarfor.

Enfin, un échange nourri sur les politiques de défense de chaque pays et organisation doit être organisé. Un réseau des centres académiques peut jouer un grand rôle dans l'information réciproque en la matière en aidant à briser la chape de confidentialité souvent inutile pour des données le plus souvent déjà publiées dans les annuaires internationaux. Mais surtout cela permettrait une meilleure perception des menaces et des risques tels que perçus par chaque Etat.

Enfin, comme le faisait remarquer Roberto Aliboni dans son papier introductif, le débat conceptuel et méthodologique doit être renforcé, notamment dans la dimension prévention des crises, mais aussi sur les concepts nouveaux comme la révolution des affaires militaires (RMA) ou la NMD d'intérêt pour tous les partenaires.

En conclusion, le dialogue méditerranéen de l'Otan doit disposer d'une structure réseau de débat, d'alerte et d'information.